

法语阅读

杨海燕 编著

图书在版编目(CIP)数据

法语阅读/杨海燕编著. —武汉: 武汉大学出版社, 2000. 3
ISBN 7-307-02891-3

I. 法… II. 杨… III. 法语—阅读教学 IV. H329. 4

中国版本图书馆 CIP 数据核字(1999)第 54147 号

责任编辑: 王 静 责任校对: 王 建 版式设计: 支 笛

出版: 武汉大学出版社 (430072 武昌 珞珈山)

(电子邮件: epd@whu.edu.cn 网址: www.wdp.whu.edu.cn)

发行: 新华书店湖北发行所

印刷: 湖北省荆州市今印集团有限责任公司

开本: 850×1168 1/32 印张: 7 插页: 1 字数: 137 千字

版次: 2000 年 3 月第 1 版 2000 年 3 月第 1 次印刷

ISBN 7-307-02891-3/H · 191 定价: 9.00 元

版权所有, 不得翻印; 凡购买我社的图书, 如有缺页、倒页、脱页等质量问题者, 请与当地图书销售部门联系调换。

前 言

社会的发展日新月异，文化和语言亦然。在多年的教学实践中，我深感教科书的内容往往与现实生活有一定的距离，有许多发生在身边的事，学生不知道用法语怎么表达，比如：千年虫、克隆、厄尔尼诺现象、社会保险、兴奋剂事件……，等等。因此，编写这本《法语阅读教材》的目的，就是帮助学生了解法国及至世界的现状，熟悉报刊文章的风格，丰富词汇，开拓视野，为他们结合国内外现实展开交流讨论提供素材，最终提高学生的阅读能力和表达能力。

本书资料的主要来源是近二、三年发表在《Les Clés de l'actualité》、《Le Monde》、《Le Figaro》、《Le Point》、《Le Nouvel Observateur》等报刊杂志上的文章。所选文章的语言比较简明易懂，篇幅、难度适中，并且尽量选用了教科书上没有或较少涉及的内容。大致上可归纳为政治、经济、法律、科技、社会热点、文化等几个方面。有的主题选用了二、三篇不同角度或不同观点的文章作对比。文章以专题顺序排列，教师用书时可根据需要自行调整安排先后次序，交叉搭配使用，以提高学生的阅读兴趣。由于编者在选材时注意选时效性较长的文章，而不是时事新闻，因此在若干年内，选材应不失其现实意义，但授课教师可以根据时事补充新近的内容。

全书 34 课，每课前有一段阅读提示，课后配有词汇表，难点注释（语法难点和文化背景知识），还有帮助学生理解和开展讨论的思考题。

本书可用作高等学校法语专业二年级学生的阅读课教材，也

可供第二外语学法语的学生以及有一定法语基础的业余读者学习、参考。

由于本人的水平有限，书中的错误和不足之处在所难免，恳请同行、专家和读者批评、指教。在此，我要特别感谢武汉大学出版社的王春阁女士和武汉大学法语系的王静女士对我的大力支持和帮助。

编 者

1999 年 10 月于武汉大学

1. Un ordre mondial incertain

L'expression de "nouvel ordre mondial" est employée pour la première fois par le secrétaire général du Parti communiste soviétique Mikhaïl Gorbatchev dans un discours aux Nations unies en décembre 1988. Puis pendant la crise du Golfe, le président américain George Bush définit cet ordre comme "une nouvelle ère dans laquelle les nations du monde peuvent prospérer et vivre en harmonie". Mais cet "ordre mondial" apparaît aujourd'hui largement inachevé, et trop dépendante de la volonté des Etats, l'ONU n'apparaît pas en mesure d'être le garant d'une paix mondiale durable.

Le nouvel ordre mondial

Pendant plus de quarante ans, au lendemain de La Seconde Guerre mondiale, les relations internationales se sont structurées autour de l'opposition entre les deux superpuissances, Union soviétique et États-Unis. On parle alors d'un "monde bipolaire". L'affrontement est-ouest commande aux destinées de la planète. Le bras de fer entre les deux "Grands" pèse sur la plupart des conflits qui se nouent et se dénouent dans toutes les régions du globe. Le bloc commu-

niste et le bloc occidental craignent chacun une extension de l'influence de l'autre. Dans ce contexte, des alliances politico-militaires se créent, dont les plus puissantes concernent l'Europe: l'Otan* à l'Ouest, et la Pacte de Varsovie* à l'Est.

Mais cette donne internationale est bouleversée en 1989. La rivalité mondiale des deux superpuissances semble terminée, et la communauté internationale connaît une certaine euphorie. On évoque un "nouvel ordre mondial", une entente générale entre les États sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Cette perspective vole cependant rapidement en éclats avec la naissance de nombreux conflits régionaux que la communauté internationale s'avère incapable de gérer (ex-Yougoslavie, Afrique centrale). Dans ce contexte, l'ONU, de plus en plus sollicitée mais souvent impuissante, se trouve à la croisée des chemins et doit redéfinir son rôle. D'autant que les États-Unis restent la seule superpuissance à l'échelle mondiale. De la même façon, l'Otan, chargée au départ d'assurer la sécurité de l'Europe occidentale face à l'ex-empire communiste, tente de s'adapter en s'élargissant à quelques pays de l'Est.

La régionalisation des conflits bouleverse également le jeu des alliances locales. La guerre au Kosovo pose ainsi un problème sérieux à la Russie, alliée traditionnelle de la Serbie, mais qui a, en même temps, toujours besoin de l'aide

économique des pays de l'Otan qui font actuellement la guerre à la Serbie. Et si cette nouvelle donne est valable pour l'Europe, qui cherche la voie d'une défense européenne, elle l'est aussi pour l'Afrique, qui peine à se prendre en main, et pour l'Asie, minée par des intérêts divergents.

A côté de la plupart de ces évolutions se trouve la question nucléaire. À l'équilibre institué hier par les deux grandes puissances succède une situation beaucoup plus anarchique, que la communauté internationale contrôle difficilement. Le "nouvel ordre international" tarde pour l'instant à se dessiner.

L'ONU, "gendarme" contesté du monde

L'affrontement américano-soviétique réduit longtemps les Nations unies à l'état d'organisation inefficace. Au sein de l'institution, "la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales" appartient en effet au Conseil de sécurité. Ses cinq membres permanents (États-Unis, Union soviétique, Chine, Grande-Bretagne, France) disposent d'un droit de veto: toute décision importante doit recevoir l'accord de chacun. Or pendant la guerre froide*, L'Union soviétique bloque la plupart des décisions.

L'effondrement du bloc communiste change la situation. L'ONU retrouve toute sa légitimité à la faveur de la crise du Golfe (août 1990-avril 1991). C'est dans le cadre

de l'ONU que s'organise la condamnation de l'Irak, agresseur du Koweït, puis la coalition militaire emmenée par les États-Unis pour faire céder l'Irak. L'ONU s'impose-t-il comme le "gouvernement mondial" capable de faire respecter l'ordre planétaire?

Les désillusions s'enchaînent malheureusement très vite. En 1992, l'intervention des Casques bleus* (les soldats de l'ONU "prêtés" par des États membres) ne parviennent pas à maintenir la paix, ni dans l'ex-Yougoslavie, ni en Somalie. En 1994, la force de maintien de la paix de l'ONU ne parvient pas plus à éviter le génocide au Rwanda.

En fait, l'ONU est aujourd'hui confrontée à de multiples problèmes. Le financement de ses actions d'abord. La plupart des États membres ne sont pas à jour de leurs cotisations. Les États-Unis surtout, parfois en désaccord avec la politique de l'ONU, refusent de payer une partie de leur cotisation. Les observateurs les plus critiques des Américains expliquent que ces derniers procèdent à une sorte de chantage afin de pouvoir contrôler l'organisation. La représentativité des membres permanents du Conseil de sécurité est aussi contestée. Le Japon et l'Allemagne souhaiteraient notamment intégrer ce "club des 5".

Enfin, l'action de l'ONU reste largement suspendue à la volonté politique des États, notamment des États-Unis. Or la plupart craignent de s'engager dans des conflits longs et coûteux. Ils considèrent certaines guerres plus comme des

pièges pour leurs propres soldats que comme l'occasion de faire appliquer le droit international, et préfèrent souvent renoncer à des interventions directes.

Les Clés de l'actualité, le 14 avril 1999

Vocabulaire:

le garant	保证;担保
bipolaire	<i>adj.</i> 两极的
un affrontement	对抗
se dénouer	<i>v. pr.</i> 解决;结束
la donne	[牌戏] 分牌;发牌
une euphorie	惬意;欣悦
voler en éclats	碎片横飞
s'avérer	<i>v. pr.</i> (后接 <i>adj.</i>) 被证实;表现得
solliciter	<i>v. t.</i> 请求
allié, e	<i>nom.</i> 盟国
peiner	<i>v. i.</i> 忙碌;费劲
miner	<i>v. t.</i> [转] 使削弱
le droit de veto	否决权
la coalition	同盟;联合
le génocide	种族大屠杀
le chantage	[引]要挟;讹诈
intégrer	<i>v. t.</i> 纳入
suspendu, e	<i>adj.</i> 悬空的

Notes:

1. Otan (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) 北

大西洋公约组织, 1949 年成立, 现有 19 个成员国。

2. Pacte de Varsovie: 华沙条约组织, 1955 年成立, 1991 年解散。
3. Guerre froide: 冷战时期, 指 1945~1989 年期间, 东、西欧之间的对抗及由此而引起的国际紧张局势。
4. des Casques bleus: 蓝盔部队, 指联合国维和部队。

Questions de compréhension:

1. Après la 2^e Guerre mondiale, Comment était l'ordre du monde pendant plus de 40 ans? Qu'est-ce que signifie "un monde bipolaire"?
2. Quel est le changement politico-militaire après la dissolution de l'organisation "Pacte de Varsovie"?
3. Quel est le pays qui veut jouer les gendarmes du monde?
4. L'ONU est-il capable de maintenir la paix et la sécurité internationales?
5. Quels sont les problèmes que l'ONU confronte souvent?
6. Quelle est l'ambition du Japon et de l'Allemagne?
7. Dans une situation internationale instable, est-il possible d'établir "un nouvel ordre mondial"?

2. Mai 1968, une crise politique majeure

Le mouvement de Mai 1968 aura marqué la société française en la libérant de certaines de ses pesanteurs. Trente ans après, on s'interroge sur le sens de ces événements et sur ce qui était une grande révolte de la jeunesse.

La contestation étudiante et l'explosion sociale provoquent parallèlement une grave crise politique. La violence des affrontements, les mots d'ordre révolutionnaires de certains groupes gauchistes* font courir des rumeurs de guerre civile.

Fin mai, la droite au pouvoir apparaît au bord de l'effondrement. Les manifestants réclament le départ du président de la République, le général de Gaulle. Un premier discours du chef de l'État, le 24 mai, annonçant un référendum*, tombe à plat.

La gauche qui est dans l'opposition affirme être prête à gouverner. Le 27 mai, au stade Charléty rempli à craquer, les partis politiques de gauche et les étudiants se réunissent

pour demander le changement de pouvoir. Le 28 mai, François Mitterrand, à la tête de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, la FGDS, avec l'appui du Parti communiste, propose la formation d'un gouvernement provisoire et l'élection d'un nouveau président de la République, pour laquelle il se porte candidat.

Cette initiative va contribuer à précipiter les événements et à dramatiser la situation. Le 29 mai on apprend que le général de Gaulle a disparu. Il est parti rencontrer secrètement le général Massu, chef des forces françaises en Allemagne, pour s'assurer de la fidélité de l'armée. Il réapparaît 24 heures plus tard et, lors d'une allocution télévisée, dénonce une nouvelle fois les désordres et annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et l'organisation d'élections législatives (élection des députés).

Le chef de l'État va alors retourner la situation en sa faveur. Ses partisans organisent une grande manifestation sur les Champs-Élysées (800 000 personnes) pour le soutenir. Lasse des grèves, effrayée par les violences, l'opinion bascule en faveur d'un retour à l'ordre. Lors des élections législatives, les 23 et 30 juin, les partis de droite remportent une victoire écrasante face à la gauche. Ces élections mettront fin à huit semaines de crise qui ébranlèrent la France.

Que reste-t-il de Mai 1968?

La grande révolte de 1968 n'a pas amené un change-

ment radical de société, la révolution politique à laquelle aspiraient les militants d'extrême gauche ne s'est pas produite. En revanche, elle a eu des répercussions dans le domaine social et culturel. La place des jeunes dans la société a été reconnue par l'État. En 1974, le nouveau président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, fera adopter une loi accordant le droit de vote dès l'âge de 18 ans.

C'est dans la foulée de Mai 1968 que s'est développée la contestation anti-nucléaire et l'émergence de mouvements écologistes. Mai 68 a eu également une influence sur l'évolution des mœurs. Les revendications des acteurs de mai en matière de dépénalisation des drogues douces et de liberté sexuelle ont été ensuite reprises au cours des années 70 et 80.

C'est aussi de cette époque que date la naissance d'un puissant mouvement féministe prônant l'égalité entre les sexes. Les idées féministes feront des adeptes dans toutes les couches de la société et contribueront à modifier les rapports entre les hommes et les femmes. Au cours des années 70, l'Assemblée nationale a voté des lois en faveur de la liberté d'avortement et de la pilule contraceptive.

Les Clés de l'actualité, mai 1998

Vocabulaire:

majeur, e *adj.* 重大的

la contestation 争议; (对现状的) 不满

un affrontement	对抗; 对垒
le rumeur	传闻; 谣言
un effondrement	崩溃; 垮台
le référendum	全民公决
tomber à plat	失败; 无人响应
la dissolution	解散
les élections législatives	议会选举
las, se (de)	<i>adj.</i> 对……厌倦; 对……厌烦
basculer	<i>v. i.</i> 摇摆
ébranler	<i>v. t.</i> 动摇; 震撼
aspirer (à)	<i>v. t. i.</i> 向往; 渴望
le militant	活动分子
en revanche	<i>loc. adv.</i> 相反地
la répercussion	反响; 影响
la foulée	步子; 步伐
une émergence	露出; 出现
écologiste	<i>adj. / n.</i> 生态学的; 生态学家
la dépenalisation	免于处罚
prôner	<i>v. t.</i> 宣扬
un adepte	门徒; 信徒
un avortement	流产
contraceptif, ve.	<i>adj.</i> 避孕的

Notes:

1. certains groupes gauchistes: ce sont des groupes se proclamant maxistes. (trotskistes 托洛斯基分子,

maoïstes); il existe également des groupes anarchistes.

2. référendum: vote de l'ensemble des électeurs pour ou contre un projet du gouvernement.

Questions de compréhension:

1. Savez-vous ce qui s'est passé au mois de Mai 1968 en France?
2. Les étudiants français ont eu le soutien des autres couches sociales?
3. Qui était le président de la République à ce moment-là?
4. Qu'est-ce qu'il a fait pour calmer ce bouleversement?
5. Est-ce que les partis de gauche ont pris le pouvoir à la fin de ce bouleversement?
6. Quelles sont les répercussions de ce mouvement dans la société française?

3. Les 35 heures pour l'an 2000

La durée légale du travail sera ramenée de 39 heures par semaine à 35 heures par semaine en l'an 2000. Cette décision historique qui vise à partager le travail et à créer des emplois a provoqué une crise au sein du patronat.

Les Français devraient travailler un peu moins à partir du siècle prochain. A l'issue de la conférence nationale sur les salaires et l'emploi qui vient de réunir le patronat et les syndicats le 10 octobre, le premier ministre, Lionel Jospin, a annoncé que la durée légale du travail aujourd'hui fixée à 39 heures par semaine, sera ramenée à 35 heures au 1^{er} janvier 2000 pour les entreprises de plus de 20 salariés. Pour celles de moins de 20 salariés, la mesure sera applicable en 2002.

L'objectif du gouvernement est de partager davantage le travail pour créer de nouveaux emplois. Selon certains experts, la baisse généralisée du temps de travail permettrait de réduire de plus d'un million le nombre de chômeurs dans notre pays qui en compte actuellement 3,4 millions.

Une première loi sera présentée au Parlement (députés et sénateurs) avant la fin de l'année et sera votée au début de 1998. Elle déterminera les aides financières proposées

aux entreprises qui négocieront avec les syndicats une baisse d'au moins 10 % du temps de travail et une augmentation de 6 % de leurs effectifs (de 9 000 à 13 000 francs par salarié). Elle posera également des limites au recours aux heures supplémentaires.

Une seconde loi sera présentée en 1999, et fixera les modalités définitives d'application des 35 heures, en particulier pour les très petites entreprises et les cadres.

Cette importante réforme a été bien accueillie par les syndicats de salariés et les partis de gauche. En revanche, les syndicats patronaux, hostiles à toute loi sur la réduction du temps de travail, ont annoncé une riposte. Les patrons apparaissent cependant divisés sur l'attitude à adopter face à la future loi sur les 35 heures. D'ailleurs, Jean Gaudois, le président du Conseil national du patronat français (CNPFP), le principal syndicat patronal a annoncé sa démission le 13 octobre.

Certains chefs d'entreprise se montrent très hostiles à la loi, estimant qu'elle coûtera cher et compromettra la croissance économique. D'autres sont prêts à négocier, au cas par cas*, avec les syndicats, des accords sur la baisse de la durée du travail.

Réduction du temps de travail: pour que plus de personnes travaillent

INTERVIEW BERNARD BRUNHES, PDG du groupe Bernard Brunhes Consultants et président du groupe